

Opinions, anticipations et consommation des ménages

Henri Sterdyniak

Département d'économétrie de l'OFCE

L'analyse des réponses des ménages à l'enquête de conjoncture qu'effectue l'INSEE auprès d'eux permet de comprendre comment ils anticipent les évolutions de l'emploi, des prix ou de leur revenu et prévoient de consommer ou d'épargner. Il serait dangereux d'essayer de prévoir l'évolution du taux d'épargne en utilisant uniquement cette enquête, car les réponses des ménages diffèrent souvent de leurs comportements effectifs. Cependant certaines réponses permettent d'affiner, pour le court terme, une prévision du comportement des ménages fondée sur l'analyse économétrique des données comptables.

L'opinion que se font les agents économiques sur l'évolution future de l'activité économique, de l'inflation, de l'emploi influence sans doute leur comportement et donc l'activité économique elle-même. Mais les économistes ont du mal à mesurer les anticipations, donc à comprendre leurs déterminants et à évaluer l'influence qu'elles peuvent avoir sur les comportements. Heureusement, en ce qui concerne les ménages, nous disposons de l'enquête de conjoncture qu'effectue l'INSEE auprès d'eux. Nous nous proposons dans cet article d'analyser les réponses que fournissent les ménages, de comprendre leurs déterminants puis de voir s'il est possible d'utiliser ces réponses pour améliorer la description et la prévision du comportement d'arbitrage entre consommation et épargne.

Dans un article précédent de cette revue nous avons, en utilisant uniquement les données objectives des comptes nationaux, analysé le comportement de consommation des ménages (voir encadré). Mais l'étude que nous avons faite ne nous permettait pas de prendre en compte de façon fine les anticipations que forment les ménages sur l'évolution des prix, du chômage, de leur pouvoir d'achat, etc. Nous allons donc tenter d'améliorer notre étude à l'aide de l'enquête de l'INSEE qui interroge directement les ménages sur leurs anticipations. La méthode de l'enquête, les questions posées et la manière dont nous avons pris en compte les réponses sont présentées dans l'annexe.

Une analyse du comportement d'épargne des ménages

Dans le numéro n° 21 de cette revue (voir « Le choix des ménages entre consommation et épargne en France de 1966 à 1986 »), nous avons discuté diverses spécifications permettant de décrire l'arbitrage des ménages entre consommation et épargne. Pour le présent article nous avons réestimé la meilleure équation que nous avons obtenue jusqu'au troisième trimestre 1987. Cela a comporté une difficulté particulière en raison du changement de base de comptabilité nationale survenu en 1986 : nous disposons de données en base 1970 pour les années 1963-1985 et de données en base 1980 pour les années 1977-1987/3, la base la plus récente n'ayant pas encore été rétropolée complètement. Sur la partie commune de ces séries le taux d'épargne est plus élevé dans la nouvelle base, en raison surtout de la modification du traitement des dépenses hospitalières (en 1980, en nouvelle base, 17,6 % contre 15,8 %). Il a *grosso-modo* les mêmes fluctuations dans les deux bases mais il diminue légèrement plus vite en nouvelle base : la baisse de 1977 à 1984 est de 4,1 points au lieu de 3,1 en ancienne base. Nous avons utilisé ici les chiffres en base 1970 prolongés en taux de croissance en 1986 et 1987 à partir des chiffres de la base 1980.

Nous avons alors obtenu, en valeurs trimestrielles, pour le taux de consommation (qui est le complément à 1 du taux d'épargne) :

$$\frac{C}{R} = 0,603 + 0,352 \frac{C_{-1}}{R} - 2,971 \text{ TRA} - 1,278 \text{ TPA} - 0,0477 \Delta \text{ Log (TCO)}$$

(8,0)
(4,3)
(6,3)
(7,4)
(4,5)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,942 \quad \text{Ecart-type sur C} = 0,56 \% \quad \text{DW} = 2,21$$

Période d'estimation : 1966/1-1987/3

Avec C : consommation des ménages en volume

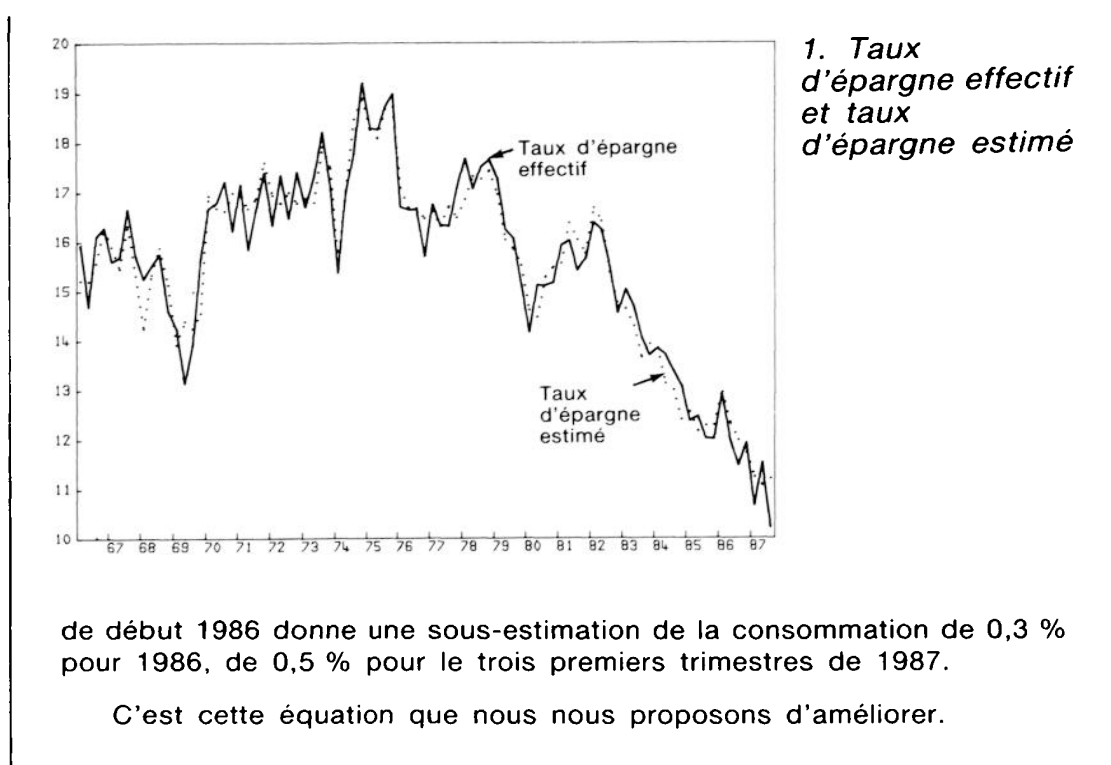
R : pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages

TRA : taux de croissance lissé du pouvoir d'achat du revenu des ménages

TPA : taux d'inflation lissé

TCO : taux de chômage.

Les ménages ajustent lentement leur consommation à leur revenu. Leur taux d'épargne augmente, et donc leur taux de consommation diminue, quand le taux de croissance de leur pouvoir d'achat ou le taux d'inflation augmentent et lorsque le taux de chômage croît. Le graphique 1 permet de juger de la précision de cette équation ramenée en taux d'épargne. Sur la période récente, l'équation sous-estime légèrement le niveau de la consommation : une simulation dynamique partant



Avantages et risques des enquêtes de conjoncture

Utiliser l'enquête de conjoncture pour analyser le comportement de consommation des ménages présente deux avantages. Même en ce qui concerne l'impact de variables objectives sur le comportement des ménages, comme l'inflation ou le niveau du chômage, cela va permettre de mieux préciser la manière dont les ménages les ressentent. Par exemple, si à court terme les ménages consomment plus quand ils anticipent que l'inflation risque de s'accélérer, l'étude des réponses à l'enquête permet de déterminer quelles informations les ménages utilisent pour prévoir l'accélération de l'inflation. Secondement, une partie de l'anticipation des ménages peut ne pas être explicable par les variables objectives qui figurent dans les comptes nationaux ; c'est le cas quand les ménages prévoient les conséquences d'un changement de politique économique ou d'une dévaluation, qui ne s'est pas encore traduite en hausse de l'inflation interne, ou encore d'un choc pétrolier. La réponse à l'enquête nous permet de prendre en compte cet élément subjectif.

On peut donc décomposer l'apport d'une enquête de conjoncture en deux éléments : mieux modéliser l'influence des variables objectives sur les comportements ; prendre en compte des facteurs subjectifs non modélisables. Contrairement au premier, ce second apport n'est utilis-

ble que pour la prévision à court terme, jusqu'à six mois, puisque les facteurs subjectifs, mesurables par l'enquête, ne sont ni prévisibles ni modélisables.

Il n'est pas sûr cependant que l'utilisation de l'enquête de conjoncture améliore la relation économétrique et ce pour deux raisons. D'abord rien ne garantit qu'une variable économique ait la même influence sur un comportement et sur une réponse à un sondage. Les ménages peuvent déclarer qu'une inflation de 6 % est une forte inflation lorsqu'ils sortent d'une période d'inflation à 2 %. Cinq ans après une inflation de 6 % leur apparaîtra comme une inflation faible si entre-temps l'inflation a été de 12 %. Si l'impact de l'inflation sur l'épargne est restée la même (dicté par la nécessité de reconstituer le pouvoir d'achat des actifs financiers détenus), la relation épargne/inflation objective est stable et non la relation épargne/inflation perçue. D'autre part on peut craindre qu'une large proportion de ménages, peu concernés par une question posée, réponde un peu au hasard à partir d'informations diffusées par la presse ou le gouvernement, tandis que les ménages effectivement concernés se basent quant à eux sur une information objective, de sorte que l'enquête est plus influencée par « l'air du temps » que les comportements. Ainsi l'ensemble des ménages peut anticiper une diminution du nombre de chômeurs si un nouveau gouvernement annonce qu'il compte prendre des mesures en ce sens, alors que les travailleurs concernés par la crainte de perdre leur emploi voient bien qu'il n'y a aucune amélioration au niveau de leur entreprise et constituent une épargne de précaution.

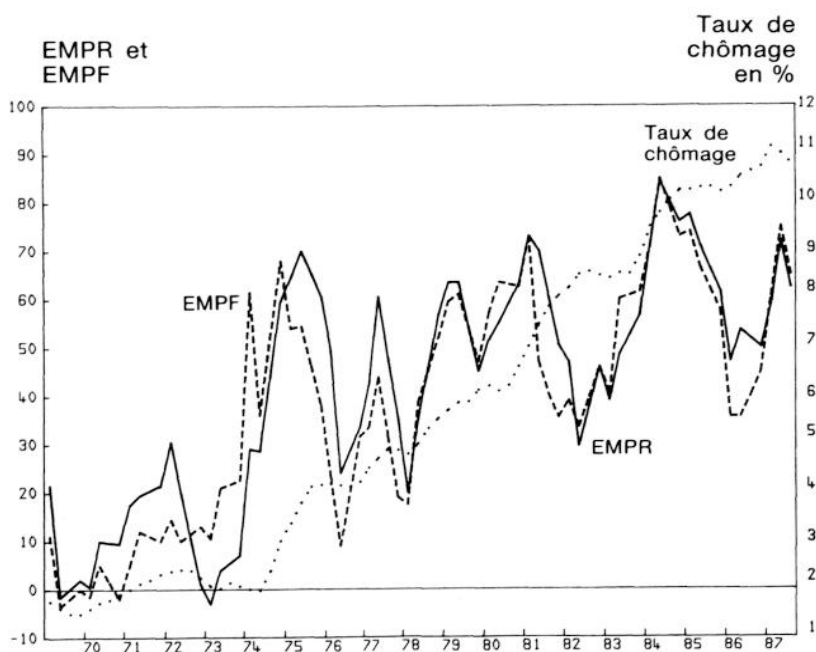
Choisir pour la prévision une équation ne comprenant que des données objectives ou une équation incluant des données d'enquêtes nécessite donc une investigation comparative que nous nous proposons d'effectuer maintenant.

Nous étudierons d'abord les questions portant sur la perception par les ménages de l'évolution économique passée (emploi, inflation, pouvoir d'achat) et sur leurs anticipations quant à l'évolution future ; nous essayerons de comprendre leurs réponses en fonction de l'évolution passée et des divers chocs qui sont survenus. Puis, nous analyserons les réponses aux questions portant sur l'opportunité d'épargner et sur les intentions d'achat, que nous relierons aux anticipations des ménages sur l'évolution économique. A chaque fois, nous chercherons si ces réponses permettent ou non de mieux prévoir l'évolution de la consommation.

La crainte du chômage amène-t-elle à épargner plus ?

Deux questions concernent l'emploi. Nous appellerons EMPR le pourcentage de ménages qui estiment que la situation de l'emploi s'est dégradée durant les derniers mois moins le pourcentage de ceux qui

estiment qu'elle s'est améliorée. Nous noterons EMPF le pourcentage de ménages qui s'attendent à une hausse du nombre de chômeurs moins le pourcentage de ceux qui s'attendent à une baisse. Ces questions n'étant posées que depuis 1969, nos regressions porteront sur la période 1970/1-1987/3. Les deux séries ont des moyennes de 44 et de 41 et un écart-type de 23 ; elles sont très semblables : le coefficient de corrélation entre ces séries détrendées est de 0,76 (graphique 2).



2. Opinions des ménages sur l'emploi et taux de chômage

La série EMPR est relativement bien corrélée avec un indicateur objectif de la situation : le rapport entre les demandes d'emplois non satisfaites (DENS) et les offres d'emplois non satisfaites (OENS) à l'ANPE. On a en effet :

$$EMPR = 7,3 + \sum_{i=0}^7 \alpha_i \text{Log} \left(\frac{DENS}{OENS} \right)_{-i}$$

(2,9)

avec $\alpha = (30,5 ; 11,2 ; -0,7 ; -6,8 ; -8,4 ; -7,0 ; -4,2 ; -1,4)$
 (8,8) (12,2) (0,4) (3,6) (6,9) (9,4) (3,4) (1,1)

R^2 ajusté = 0,85 Ecart-type = 7,5 points DW = 0,63

La réponse dépend à la fois du niveau du chômage et de sa croissance. On peut noter quelques périodes d'aveuglement des ménages où ceux-ci voient une amélioration qui ne s'est pas produite : début 1978 (premier pacte national pour l'emploi) ; début 1982 (les ménages « voient » l'amélioration promise par la gauche) ; début 1986 (effet du contre choc pétrolier).

Pour l'évolution future du chômage, on obtient :

$$EMPF = 4,3 + 256 \text{TCO}_1 + 0,98 \text{EMPR} - 0,32 \text{EMPR}_{-1} - 0,14 \text{EMPR}_{-2} - 56,7 \text{TPE}_1 - 492 \text{TY}_1$$

(0,9) (5,4) (8,6) (2,1) (1,3) (10,3) (2,0)

R^2 ajusté = 0,90 Ecart-type = 7,5 points DW = 0,63

avec TCO : taux de chômage ; TPE : taux de croissance du prix des importations d'énergie ; TY : taux de croissance du PIB ; l'indice ℓ indique que la variable est lissée.

Les ménages considèrent que le chômage va augmenter quand il est fort, quand il a augmenté, quand la production baisse, quand le prix des importations d'énergie augmente. On constate là aussi des accès d'optimisme : par exemple, au deuxième trimestre 1981, la victoire de la gauche amène une baisse de 26 points du solde.

Nous avons vu que les ménages avaient tendance à épargner plus lorsque le chômage augmentait. Mais réagissent-ils en fonction de l'évolution objective de celui-ci ou en fonction de l'opinion subjective qu'ils ont sur son évolution ? Réestimée sur la période 1970-1987/3, notre équation de taux de consommation a un écart-type de 0,50 %. Si on remplace la croissance du taux de chômage par EMPR, l'écart-type est de 0,51 % ; par EMPF, de 0,50 % : il n'y a donc pas d'amélioration ou de dégradation sensibles. L'effet reste marginal : une hausse de 10 % de EMPF se traduit par une hausse de 0,1 % du taux d'épargne du trimestre. Toutefois, si on calcule la partie des anticipations des ménages sur l'évolution du chômage qui est purement subjective, c'est-à-dire le résidu de l'équation expliquant EMPF, cette variable de pessimisme, ajoutée à l'équation, sort négativement et significativement : son t de student est de 2,4 ; si cette variable vaut - 10 comme à la fin de 1981, le taux d'épargne baisse de 0,12 point. Elle explique en particulier le niveau soutenu de la consommation durant la seconde partie de l'année 1981.

Effet d'encaisse réelle et fuite devant la monnaie

L'INSEE pose deux questions concernant les prix. PRIXR sera le pourcentage de ménages qui pensent que les prix ont beaucoup augmenté dans les six derniers mois moins le pourcentage de ceux qui pensent que les prix ont peu augmenté. PRIXF sera la proportion des ménages qui pensent que, dans les prochains mois, la hausse des prix sera plus rapide moins la proportion de ceux qui pensent qu'elle sera moins rapide. Les deux séries étant disponibles depuis 1965, les estimations de ce paragraphe portent sur la période 1966/1-1987/3. PRIXR a une moyenne de 25 et un écart-type de 32 ; PRIXF une moyenne de - 21, et un écart-type de 17 : ce sont donc des séries qui fluctuent beaucoup (graphique 3). Les deux séries, détrendées, ont une corrélation relativement faible de 0,54. Elles véhiculent donc une information différente.

La série PRIXR correspond au taux d'inflation passé. Cependant, la relation entre le taux d'inflation passé et PRIXR, est relativement médiocre. Par exemple :

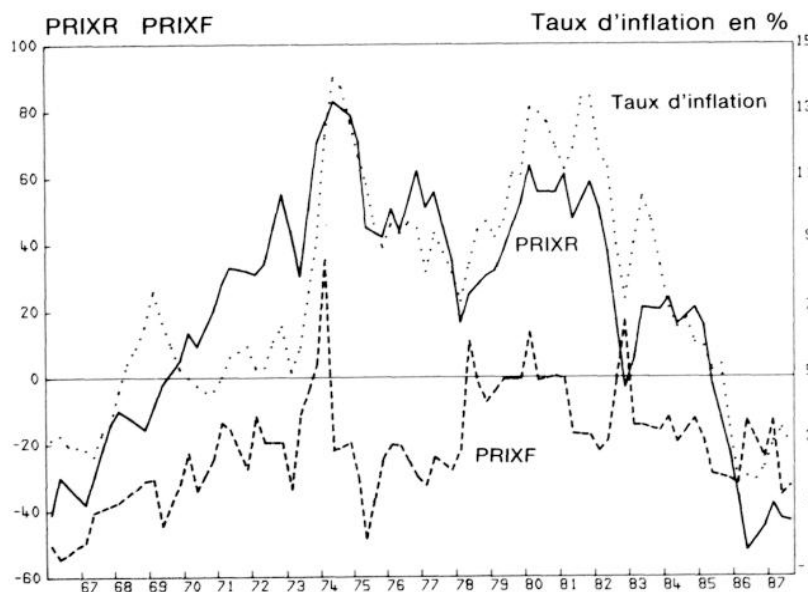
$$\text{PRIXR} = -69,7 + 8339 \text{ TPC} - 104702 \text{ TPC}^2 - 1161 \text{ TPA}$$

(7,4) (7,4) (4,0) (2,4)

avec $\text{TPC} = (3 \text{ TP} + 2 \text{ TP}_{-1} + \text{TP}_{-2}) / 6$
 $\text{TPA} = 0,95 \text{ TPA}_{-1} + 0,05 \text{ TP}_{-1}$

R^2 ajusté = 0,78 Ecart-type = 17,0 points DW = 0,30

Les ménages jugent l'inflation à la fois dans l'absolu et par rapport au niveau auquel ils se sont habitués (TPA). De plus la relation est non linéaire : si les ménages sont habitués à une inflation de 8 % l'an, le solde des réponses sera de - 93 % si l'inflation est de 0 % ; de - 20 % si l'inflation est de 4 % ; de 32 % si l'inflation est de 8 % ; de 63 % si l'inflation est de 12 %. La mauvaise qualité de l'équation résulte des années 1968-1973, où le taux d'inflation passé est pratiquement le même à la fin de 1968 et à la mi-1972 mais où le solde des opinions passe de - 15 à 34 % : durant cette période les ménages perçoivent une accélération de l'inflation beaucoup plus forte que celle effectivement mesurée (graphique 3).



3. Opinion sur les prix et taux d'inflation

Comme il est naturel, l'anticipation sur l'évolution future des prix s'explique encore plus médiocrement par l'évolution passée ; par exemple :

$$\text{PRIXF} = -48,7 + 0,278 \text{ TEMPS} + 1012 \text{ TP} - 419 \text{ TP}_{-1} + 38,8 \text{ TPE}$$

(13,2) (5,6) (4,0) (1,7) (3,8)

avec TPE : taux de croissance du prix des importations d'énergie.

R^2 ajusté = 0,53 Ecart-type = 11,2 points DW = 0,99

Quatre points se dégagent de l'équation : les ménages sont généralement optimistes en pensant que l'inflation va diminuer ; cet optimisme décroît fortement au cours du temps (la constante passe de - 45 en 1966 à - 27 en 1987) ; les ménages pensent que l'inflation va augmenter quand elle est forte et quand elle accélère ; ils tiennent compte du prix de l'énergie importée (mais, nous n'avons réussi à faire apparaître ni le taux de change, ni le prix des autres importations) ; enfin l'examen des résidus montre que les ménages tiennent compte de la politique économique. Par exemple au deuxième trimestre 1978 l'annonce de la liberté du prix des produits industriels provoque une forte hausse (de 26 points du solde) des anticipations d'inflation alors que l'inflation effective ne varie guère ; il en va de même pour la sortie du blocage des prix à la fin de 1982 : elle augmente fortement le pourcentage de ménages qui prévoient une accélération de l'inflation. Récemment on peut voir que les ménages ont eu un accès de pessimisme au deuxième trimestre 1986, lié soit à la fin des effets bénéfiques du contre-choc pétrolier soit à l'annonce de la libération des prix. Par contre, ils sont trop optimistes au deuxième trimestre 1987.

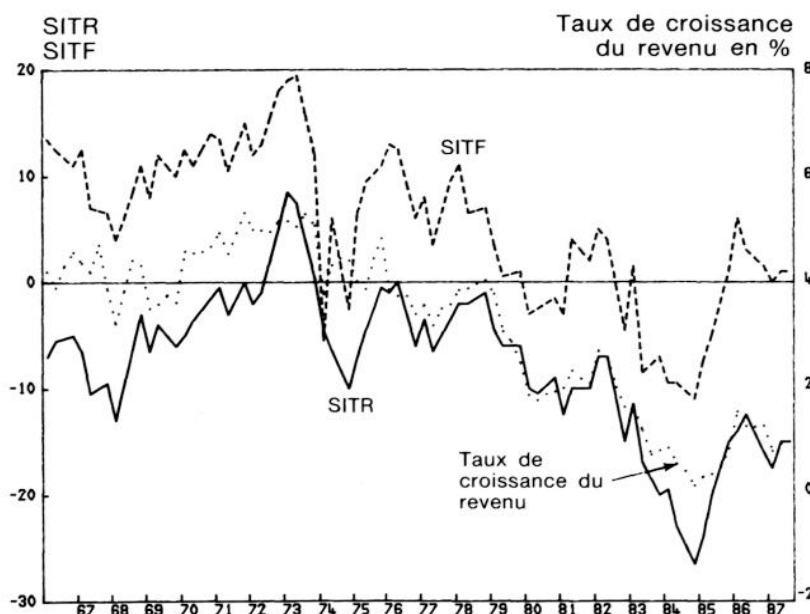
La richesse de la série PRIF nous laisse espérer qu'elle permette de prendre en compte l'impact des anticipations d'accélération de l'inflation. On s'attend à ce que PRIF joue négativement sur la consommation (effet d'encaisse réelle) et PRIF positivement (effet de fuite devant la monnaie). Les résultats économétriques sont relativement décevants. La série PRIF rajoutée à notre équation de taux de consommation, n'apparaît au mieux, c'est-à-dire avec un décalage de deux trimestres, qu'avec un t de student de 1,7, soit à la limite de la significativité : une hausse de 10 points de PRIF se traduirait par une hausse de 0,07 point du taux d'épargne. Même si les ménages répondent de façon élaborée à l'enquête, cela ne se reflète guère dans leur comportement d'épargne.

Les résultats ne sont pas meilleurs pour la tendance passée des prix. Si dans l'équation on remplace l'inflation passée par l'inflation perçue, cette dernière variable est significative (t de student de 4,8), mais l'écart type de l'équation passe de 0,56 à 0,63 %. Les comportements dépendent de l'inflation objective plus que de l'inflation perçue.

Les ménages ne voient pas l'amélioration de leur pouvoir d'achat

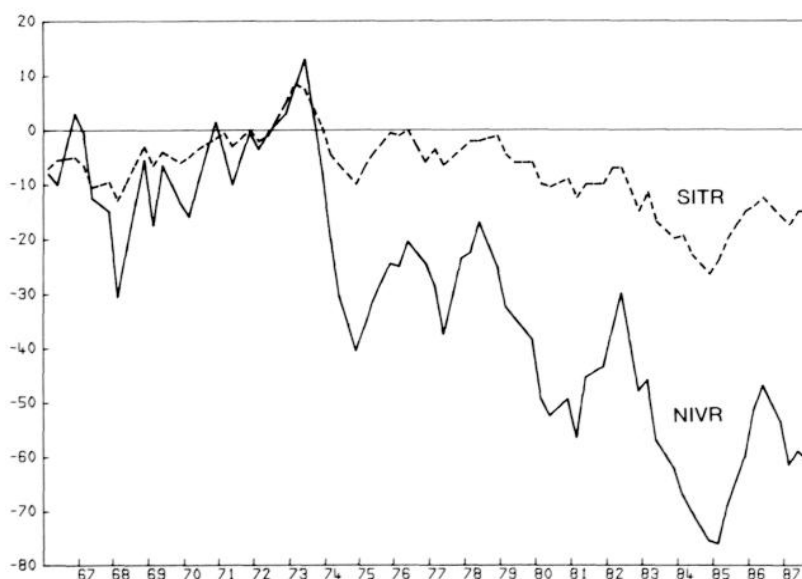
Cinq questions concernent le pouvoir d'achat et la situation financière des ménages. Ces questions sont disponibles depuis 1965. Les trois premières portent sur la situation personnelle du ménage interrogé : nous noterons SITR la différence entre le pourcentage des ménages qui ont vu une amélioration de leur situation financière dans les six derniers mois et ceux qui ont vu une dégradation. La deuxième porte sur la situation financière actuelle : nous noterons SITA le pourcentage des ménages qui met de l'argent de côté moins celui de ceux

qui s'endettent ou tirent sur leurs réserves. Nous noterons SITF la différence entre le pourcentage de ménages qui s'attendent à une amélioration de sa situation financière et ceux qui s'attendent à une dégradation (graphique 4).



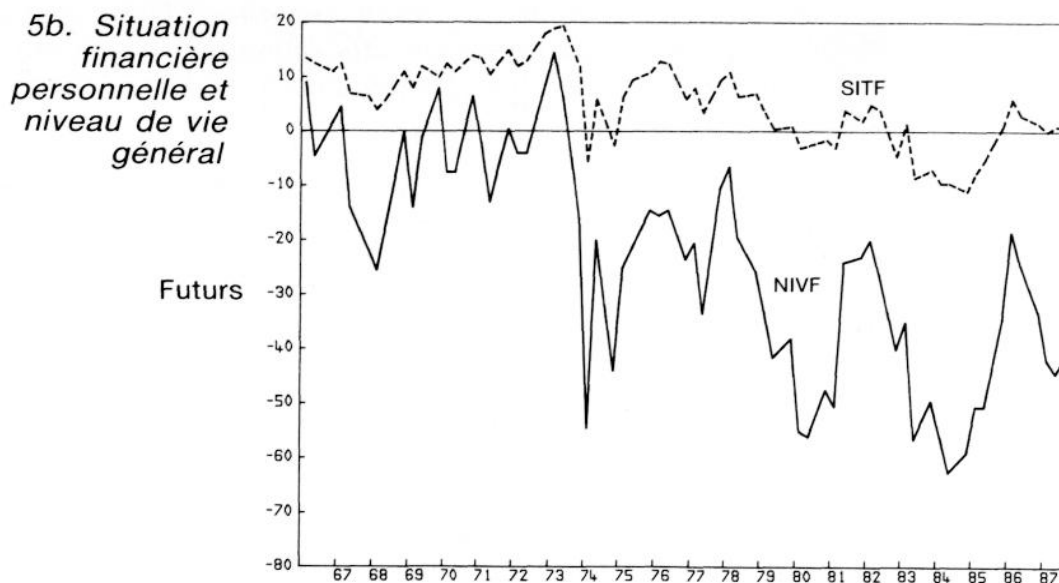
4. Opinions sur la situation financière et taux de croissance du revenu

Les deux autres demandent une appréciation sur la situation de l'ensemble des Français : NIVR est le pourcentage net des ménages qui pensent que le niveau de vie des Français s'est amélioré depuis un an, NIVF le pourcentage net des ménages qui s'attendent à une amélioration de ce niveau de vie au cours des prochains mois (graphiques 5).



5a. Situation financière personnelle et niveau de vie général

Récents



L'examen du tableau 1 révèle quelques caractéristiques importantes de ces séries : les opinions sur la situation personnelle fluctuent beaucoup moins que les opinions sur la situation générale, mais la corrélation est grande entre ces deux types de séries malgré la formulation différente des questions. De même, SITA qui est une question sur l'épargne actuelle, est très corrélée avec SITR, qui est une question sur l'évolution de la situation financière. Nous laisserons SITA de côté pour l'instant, pour l'analyser plus tard avec les autres séries concernant directement l'épargne effective.

1. Caractéristiques statistiques des séries sur le niveau de vie

Série	Moyenne	Ecart-type	Corrélation entre les variables détrendées				
			SITR	SITA	SITF	NIVR	NIVF
SITR	- 8	7,1	1	0,91	0,79	0,86	0,59
SITA	17	3,6	0,91	1	0,58	0,67	0,34
SITF	5	7,4	0,79	0,58	1	0,83	0,9
NIVR	- 30	22,8	0,86	0,67	0,83	1	0,76
NIVF	- 23	19,9	0,59	0,67	0,9	0,76	1

Malgré la croissance de leur pouvoir d'achat au cours de la période, les ménages estiment majoritairement sur l'ensemble de la période que leur situation financière se dégrade (il n'y a que six trimestres où SITR est positif, de 1972/3 à 1973/4).

La série croît de 1966 à 1972, chute en 1973 et 1974, se situe sur un plateau bas jusqu'en 1982, rechute en 1983 et 1984 et remonte légèrement ensuite.

Par contre les ménages sont plus optimistes pour l'avenir ; la série est de moyenne positive et a *grosso-modo* la même allure que SITR (la

corrélation est de 0,79 entre variables détrendées) : l'évolution de SITF ne diffère sensiblement de celle de SITR qu'en trois occasions : accès de pessimisme au premier et au quatrième trimestres 1974 ; accès d'optimisme fin 1985-début 1986. Ceci correspond aux chocs pétroliers.

Les séries concernant l'évolution générale sont, comme il est fréquent dans les enquêtes de conjoncture, beaucoup plus chahutées que les séries concernant la situation personnelle. Les ménages sont, en moyenne, beaucoup plus pessimistes pour l'ensemble des Français que pour eux-mêmes. Ils pensent que les autres sont ou seront plus affectés qu'eux-mêmes de tous les événements généraux. Cependant, les séries sont très corrélées comme le montrent les relations :

$$\text{NIVR} = 9,65 - 0,458 \text{ TEMPS} + 1,81 \text{ SITR}$$

(6,1) (14,2) (15,7)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,934 \quad \text{Ecart-type} = 5,9 \text{ points} \quad \text{DW} = 0,39$$

$$\text{NIVF} = - 29,69 - 0,107 \text{ TEMPS} + 2,32 \text{ SITF}$$

(11,8) (3,1) (19,3)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,918 \quad \text{Ecart-type} = 5,8 \text{ points} \quad \text{DW} = 0,67$$

Les séries générales ont une tendance négative et fluctuent deux fois plus que les séries concernant le ménage. Pour elles aussi, la tendance future est très corrélée avec la tendance récente, avec les mêmes exceptions. Nous nous limiterons par la suite aux questions sur la situation personnelle.

Ces réponses s'expliquent relativement bien par des variables objectives. Pour la tendance passée, on obtient :

$$\text{SITR} = - 43,4 + 15,4 \text{ Log RP} + 2250 \text{ TRPA} - 40 \Delta (\text{Log TCO})_1$$

(17,2) (9,3) (26,8) (7,7)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,913 \quad \text{Ecart-type} = 2,1 \text{ points} \quad \text{DW} = 1,0$$

avec RP : pouvoir d'achat du revenu disponible par tête ; TRPA : taux de croissance lissée de ce revenu par tête.

La série SITR s'explique très bien par la croissance du pouvoir d'achat par tête des ménages. Les ménages sont aussi sensibles à la situation de l'emploi. On peut toutefois remarquer que, quand le revenu est stable, le solde vaut - 20 %. Il faut une croissance du pouvoir d'achat au rythme de 5 % l'an pour que le solde soit nul. Les ménages sous-estiment l'amélioration de leur pouvoir d'achat.

Les anticipations des ménages sur leur situation financière future s'expliquent à partir de l'évolution passée, mais aussi des chocs pétroliers et de l'inflation :

$$\text{SITF} = 24,2 - 7,0 \text{ Log RP} + 1,053 \text{ SITR} - 0,197 \text{ SITR}_{-1} - 788 \text{ TPE} - 88,4 \text{ TP}_1$$

(17,3) (5,0) (11,3) (2,1) (4,4) (6,0)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,0933 \quad \text{Ecart-type} = 1,9 \text{ points} \quad \text{DW} = 1,39$$

Les résidus de l'équation mettent en évidence les périodes de fort optimisme ou pessimisme. L'examen de l'année 1974 est particulièrement éclairant : le premier trimestre se caractérise par un accès de

pessimisme dû au choc pétrolier, le deuxième par un fort optimisme : la catastrophe ne s'est pas produite ; le quatrième revoit un fort pessimisme : la catastrophe a bien eu lieu. De même la victoire de la gauche au deuxième trimestre 1981 se traduit par une poussée d'optimisme, qui disparaît en un an.

On s'attend à ce que lorsque la situation financière des ménages s'est améliorée dans le passé, leur taux de consommation soit bas ; par contre, lorsqu'ils anticipent une amélioration de leur situation, le taux de consommation devrait être élevé.

Si l'équation de taux de consommation ne comporte pas la variable TRA, taux de croissance passée du revenu, la tendance passée du revenu apparaît très significativement avec une influence négative (son *t* de student est de 3,6), mais la relation est moins précise que celle contenant TRA (l'écart-type est de 0,63 % contre 0,56 %) : la variable objective est plus précise que la variable subjective. Si l'équation contient TRA, les anticipations sur le revenu futur apparaissent bien positivement mais à la limite de la significativité (le *t* de student est de 1,5) : une hausse de 10 points de SITF se traduit par une hausse de 0,23 point du taux de consommation. Cela suggère une piste, qui malheureusement n'aboutit pas : tester directement l'impact de la hausse du prix relatif de l'énergie sur la consommation des ménages. L'annonce d'une hausse du prix de l'énergie a, *a priori*, des effets contradictoires sur le taux d'épargne : elle peut le faire augmenter si les ménages anticipent une dégradation de la situation de l'emploi et de leurs perspectives de revenu ; le faire baisser si les ménages craignent une accélération de l'inflation. Économétriquement la variable n'apparaît pas significative.

Est-il opportun d'épargner ou de consommer ?

Quelques questions permettent d'apprécier l'opinion des ménages sur l'opportunité de consommer ou d'épargner.

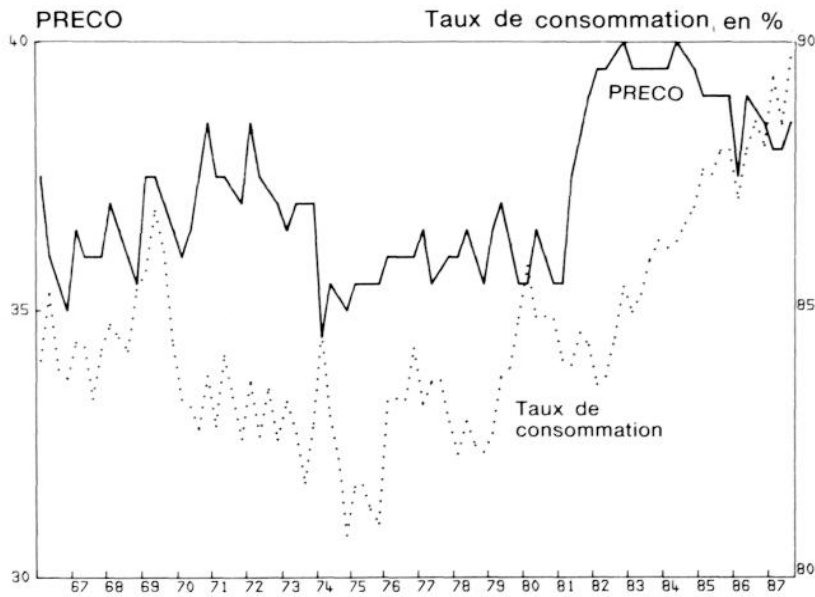
a) L'enquête demande aux ménages à quoi ils consacraient une amélioration notable de leurs ressources. Nous appellerons PRECO le pourcentage de ménages qui la consacraient soit à vivre mieux tous les jours, soit à des achats de biens d'équipements. Cette série, disponible depuis 1965, a la particularité de très peu varier jusqu'à 1980, se situant quasiment toujours entre 35,5 et 37,5 % ; puis durant l'année 1981 elle passe de 37,5 à 39 % et depuis elle varie entre 38 et 40 % (environ 15 % des ménages ne répondent pas à la question). Elle présente donc deux plateaux (graphique 6) ; son écart-type n'est que de 1,5 % ; sa corrélation avec le taux de consommation n'est que de 0,38 (les variables étant détrendées) et on peut présenter l'estimation :

$$\frac{C}{R} = 0,643 + 0,00026 \text{ TEMPS} + 0,00504 \text{ PRECO}$$

(13,6) (3,3) (3,8)

R^2 ajusté = 0,41 Ecart-type = 1,80 % DW = 0,34

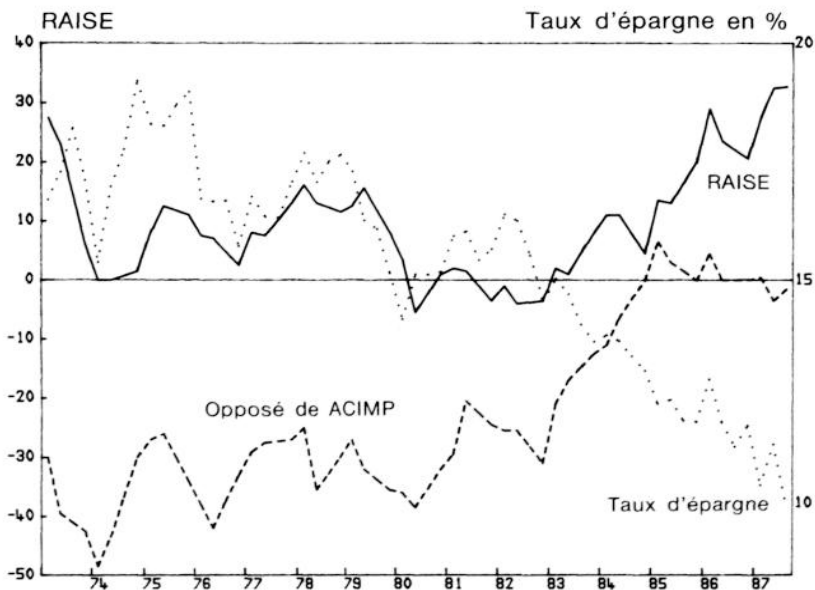
Période d'estimation : 1966/1 à 1987/3



6. Taux de consommation et préférence pour la consommation

Mais celle-ci est très médiocre et ne prend aucune fluctuation conjoncturelle. Si on ajoute PRECO à l'équation de taux de consommation, on obtient au mieux, c'est-à-dire avec un décalage de un trimestre, un effet positif mais non significatif (avec un t de 0,6). Cela amène à penser que PRECO est une variable sans signification conjoncturelle qui n'a jamais enregistré qu'un choc de 2,5 points en 1981 dû peut-être au découragement de quelques épargnants à la suite de la victoire de la gauche.

b) Nous analyserons simultanément les deux réponses suivantes. RAISE est le pourcentage net de ménages qui jugent raisonnable d'épargner ; ACIMP le pourcentage net de ceux qui estiment que les gens ont intérêt à faire actuellement des achats importants. Ces deux séries ne sont disponibles que depuis à la fin de 1972. Nos régressions porteront donc sur la période 1973-1987/3 (graphique 7).



7. Opportunité d'épargner ou d'acheter et taux d'épargne

La série RAISE a une moyenne de 9,5 et un écart-type de 9,5 : les ménages trouvent raisonnable d'épargner en 1973, ce sentiment diminue en 1974, remonte lentement jusqu'en 1979, chute en 1980 et depuis remonte régulièrement. La série ACIMP a un écart-type de 14,9 ; elle présente une tendance décroissante. On s'attendrait à ce que les deux réponses soient très corrélées négativement, mais le coefficient de corrélation n'est que de $-0,56$ pour les variables détrendées. La tendance décroissante de ACIMP ne se retrouve pas dans RAISE. Cela peut être illustré par la régression suivante :

$$\text{ACIMP} = 74,9 - 0,68 \text{ TEMPS} - 0,47 \text{ RAISE}$$

(21,3) (13,3) (5,1)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,82 \quad \text{Ecart-type} = 6,4 \text{ points} \quad \text{DW} = 0,35$$

Période d'estimation : 1966/1 à 1987/3

De 1973 à 1980 les ménages pensent qu'il est de moins en moins raisonnable d'épargner et qu'il y a de moins en moins intérêt à faire des achats importants, ce qui est contradictoire. Depuis 1980 ils jugent de plus en plus raisonnable d'épargner et estiment qu'il y a de moins en moins intérêt à faire des achats importants, ce qui est cohérent ; malheureusement, en même temps le taux d'épargne chute (graphique 7).

On peut essayer par l'économétrie de comprendre les réponses à ces deux questions, on obtient :

$$\text{RAISE} = 0,84 - 0,104 \text{ PRIXF} + 1,20 \text{ SITF} + 0,291 \text{ EMPF} + 0,0234 \text{ TXRCE}_1$$

(0,3) (5,4) (10,2) (6,3) (7,3)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,872 \quad \text{Ecart-type} = 3,4 \text{ points} \quad \text{DW} = 1,07$$

Avec TXRCE : taux d'intérêt réel des comptes en caisses d'épargne.

$$\text{ACIMP} = 71,3 + 0,254 \text{ PRIXF} - 0,172 \text{ EMPR} - 0,0354 \text{ TXRCM}_1$$

(48,6) (9,1) (7,5) (26,7)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,956 \quad \text{Ecart-type} = 3,1 \text{ points} \quad \text{DW} = 1,26$$

Avec TXRCM : taux d'intérêt réel du crédit à la consommation.

Les ménages estiment qu'il vaut mieux consommer qu'épargner en période d'inflation ; quand le chômage augmente, ils estiment qu'il vaut mieux épargner : cela est conforme à leur comportement. Une anticipation de croissance de leur revenu réel les amène à répondre qu'il faut épargner. Il apparaît que les deux réponses sont très influencées par le niveau des taux d'intérêt réels alors que celui-ci n'apparaît pas influencer l'épargne. C'est cela qui expliquerait l'écart ces dernières années entre les réponses à ces questions et le comportement d'épargne : les réponses sont plus rationnelles que le comportement effectif.

Car, en fait, on constate que le taux d'épargne est corrélé positivement avec ACIMP (le coefficient de corrélation est de 0,81 entre les variables brutes et de 0,17 entre les variables détrendées) et négativement avec RAISE (le coefficient de corrélation est de $-0,41$ pour les

variables brutes, de - 0,36 pour les détrendées). Ceci peut être illustré par les régressions :

$$\frac{C}{R} = 0,766 + 0,00109 \text{ TEMPS} + 0,00040 \text{ RAISE} \quad \text{Ecart-type} = 1,14 \%$$

(145) (14,3) (2,9)

$$\frac{C}{R} = 0,783 + 0,00098 \text{ TEMPS} - 0,00029 \text{ ACIMP} \quad \text{Ecart-type} = 1,21 \%$$

(54) (6,4) (1,3)

L'opportunité d'épargner devrait jouer défavorablement sur le taux de consommation : son coefficient est positif et significatif. L'opportunité de faire des achats devrait jouer favorablement : son coefficient est plutôt négatif. Il y a une contradiction complète entre les déclarations des ménages et l'évolution du taux d'épargne.

Aussi ajouter ACIMP et RAISE à notre équation de taux de consommation se révèle peu fructueux. ACIMP sort bien positivement mais son t de student n'est que de 0,8. RAISE sort bien négativement mais son t de student n'est que de 0,6.

Les ménages prévoient-ils leur épargne ?

Une question de l'enquête porte directement sur le comportement actuel d'épargne des ménages et deux sur leurs intentions à court terme.

a) Nous avons déjà noté SITA le solde des réponses à la question sur la situation financière actuelle, c'est-à-dire le pourcentage des ménages qui déclarent arriver à mettre de l'argent de côté moins ceux qui déclarent s'endetter ou tirer sur leurs réserves. C'est donc un indicateur de l'épargne perçue. Cette variable a une moyenne de 17 % et un écart-type de 3,7 % : de 1966 à 1973, elle croît, s'élevant de 13,5 à 22 %. Elle reste aux alentours de 20 % de 1974 à 1979 ; puis de 18 % en 1981-1982 ; elle chute en 1983 et 1984 pour se situer au voisinage de 9 % à la fin de 1984, puis remonte à 15 % en 1986 (graphique 8). Cette série a une corrélation de 0,72 avec le taux d'épargne effectif (en variables détrendées). On peut illustrer la relation entre taux de consommation et SITA par :

$$\frac{C}{R} = 0,879 + 0,00035 \text{ TEMPS} - 0,00321 \text{ SITA}$$

(128) (7,1) (9,4)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,66 \quad \text{Ecart-type} = 1,35 \% \quad \text{DW} = 0,62$$

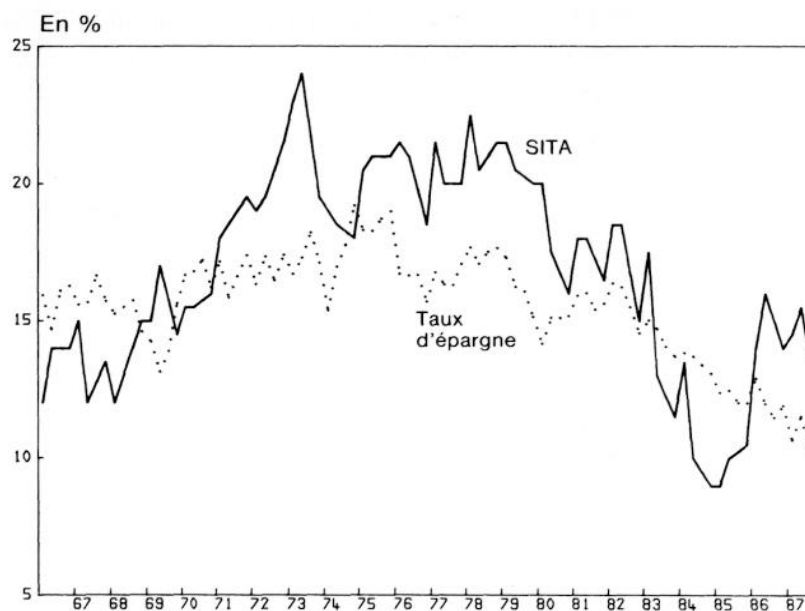
et :

$$\text{SITA} = 150 + 0,044 \text{ TEMPS} - 160 \frac{C}{R}$$

(10,8) (3,4) (9,4)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,52 \quad \text{Ecart-type} = 2,56 \% \quad \text{DW} = 0,51$$

8. Taux d'épargne et situation financière actuelle



Une relation négative apparaît bien. Cependant, conjonctuellement, les séries diffèrent assez nettement : ni la chute du taux d'épargne en 1969, ni sa forte hausse en 1975 ne se reflètent dans SITA. Sur la période récente, SITA remonte depuis 1985, ce qui n'est pas le cas du taux d'épargne. L'estimation est très peu précise.

Les déterminants de SITA sont cependant *grosso-modo* les mêmes que ceux du taux d'épargne :

$$\text{SITA} = 17,17 + 0,039 \text{ TEMPS} + 0,555 \text{ SITR} + 0,019 \text{ PRIXR} + 0,037 \text{ EMPR}$$

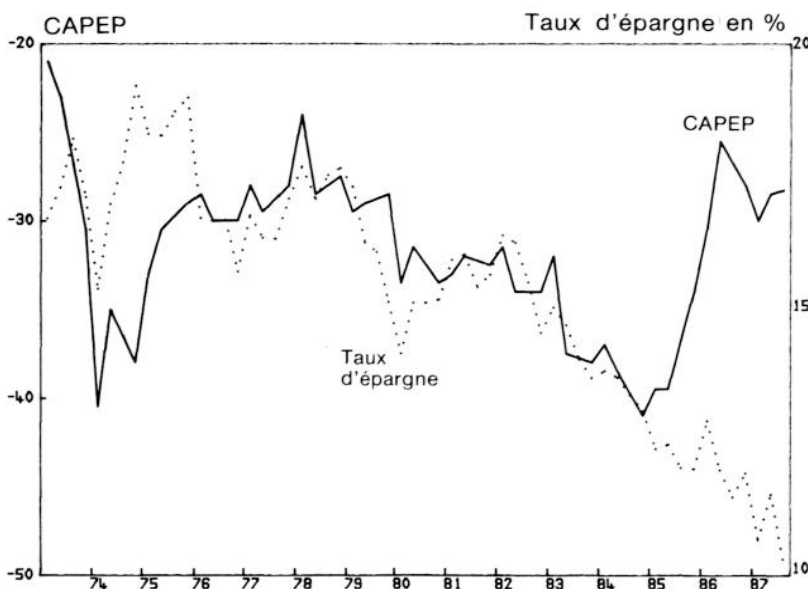
(48,0) (3,9) (19,4) (4,0) (3,5)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,896 \quad \text{Ecart-type} = 1,2 \text{ point} \quad \text{DW} = 0,93$$

Les ménages répondent donc bien de façon similaire à leur comportement d'épargne : ils perçoivent qu'ils épargnent plus quand leur situation s'améliore, quand les prix augmentent, quand le chômage augmente. Si on rajoute SITA à notre équation de taux de consommation, son impact est positif et à la limite de la significativité (son *t* de student est de 1,4) ; SITA n'apparaît pas alors comme un indicateur de taux d'épargne mais comme un indicateur de perception optimiste de l'évolution du revenu, mais dans ce rôle il est moins bon que SITR.

b) CAPEP est le pourcentage net des ménages qui pensent réussir à mettre de l'argent de côté dans les mois qui viennent. C'est donc un indicateur du taux d'épargne anticipé. Cette série n'est disponible que depuis 1973 : son écart-type n'est que de 4,5 %, sa moyenne de -32 %. Contrairement à l'apparence, il n'y a pas de contradiction entre la moyenne négative de CAPEP et la moyenne positive de SITA, car dans SITA, les ménages qui « bouclent juste leur budget » n'interviennent pas dans le solde, tandis qu'ils interviennent négativement dans CAPEP. Cette variable diminue tendanciellement de 1973 à 1984 (passant de -

20 à - 40) puis remonte ensuite jusqu'à - 25/- 30. Elle est particulièrement basse en 1974. Ni la chute de 1974, ni la remontée de 1985, ne correspondent à des mouvements du taux d'épargne (graphique 9).



9. Capacité d'épargner et taux d'épargne

CAPEP n'est pas un bon prédicteur du taux d'épargne. En variables détrendées, CAPEP a un coefficient de corrélation faible et plutôt négatif avec le taux d'épargne du trimestre suivant (- 0,08) ou avec celui six mois après (- 0,16). Aussi l'utilisation de CAPEP dans notre équation de taux de consommation ne donne aucun résultat. Même avec décalages, la variable d'enquête ne sort jamais significativement et elle sort plutôt positivement que négativement. Les ménages prévoient donc très mal leur épargne future. On peut expliquer cela en remarquant que les ménages déclarent qu'ils vont mettre de l'argent de coté quand l'inflation est faible. On a en effet :

$$\text{CAPEP} = - 31,4 + 0,113 \text{ TEMPS} - 0,0505 \text{ PRIXR} + 0,737 \text{ SITR}$$

(10,3) (2,5) (3,5) (10,6)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,81 \quad \text{Ecart-type} = 2,0 \text{ points} \quad \text{DW} = 1,08$$

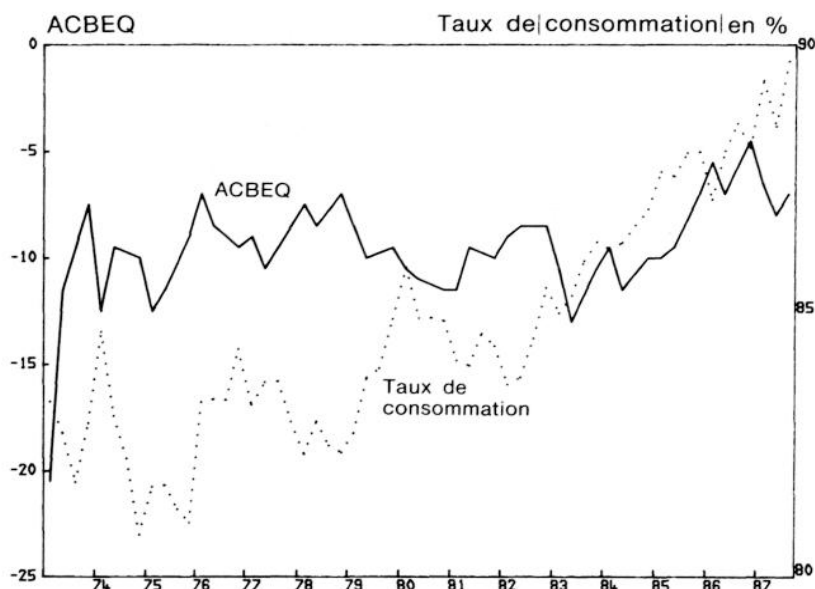
Or, dans cette situation, le taux d'épargne est bas.

c) On demande aux ménages s'ils ont l'intention de dépenser dans l'année qui vient plus ou moins que l'année passée pour l'achat de biens d'équipement. Le solde des PLUS moins les MOINS sera appelé ACBEQ (graphique 10).

Cette variable est de moyenne négative (- 9,5) ; elle a la particularité bizarre que les deux premières fois où la question a été posée on a obtenu un solde très négatif (- 20), alors que le solde est resté aux alentours de - 10 de 1973 à 1984. Depuis il remonte très légèrement

(graphique 10). Son écart-type n'est que de 2,3 %. Cette valeur moyenne négative s'explique en considérant qu'une partie importante des achats de biens d'équipement n'est pas anticipée mais qu'elle résulte, par exemple, d'une panne non prévue d'un appareil déjà possédé ; dans ce cas le ménage n'a pas déclaré qu'il comptait augmenter ses achats mais il déclare une fois l'achat fait qu'il compte les diminuer.

10. Intention d'achat de biens d'équipements et taux de consommation



La corrélation entre le taux de consommation et ACBEQ décalée de un ou deux trimestres est totalement nulle. Ajouté à notre équation de taux de consommation, ACBEQ sort positivement mais très faiblement : un solde de 10 points de ACBEQ correspondrait à une hausse de 0,16 point du taux de consommation (t de student égal à 1). Cela est dû uniquement aux deux dernières années où ACBEQ se redresse et où le , taux de consommation est légèrement plus élevé que l'équation ne le dit.

Une tentative de synthèse

Nous cherchons maintenant la meilleure équation intégrant les données comptables et les réponses à l'enquête de conjoncture. Nous commencerons nos estimations au premier trimestre 1970, de façon à pouvoir utiliser les questions de l'enquête portant sur l'emploi. Pour cette période, notre équation sans enquête de conjoncture a un écart-type de 0,50 % du niveau de la consommation.

La meilleure équation que nous avons obtenue en n'utilisant que des enquêtes de conjoncture est médiocre :

$$\frac{C}{R} = 0,810 + 0,00054 \text{ TEMPS} - 0,00169 \text{ SITR}_{-1} + 0,00078 \text{ SITF}_{-1} - 0,00019 \text{ PRXR}_{-1}$$

(76,4)
(4,7)
(2,9)
(3,3)

$$+ 0,00017 \text{ PRXF}_{-1} - 0,00019 \text{ EMPR}$$

(1,4)
(2,1)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,824 \quad \text{Ecart-type sur C} = 1,05 \% \quad \text{DW} = 1,03$$

Les effets désirés apparaissent mais sont souvent peu significatifs ; le taux de consommation est une fonction croissante des anticipations de revenu futur et une fonction décroissante de la croissance du revenu passé. La consommation augmente quand les ménages anticipent de l'inflation et diminue quand les ménages ont constaté cette l'inflation. Elle diminue quand le chômage a augmenté. L'équation est peu précise et repose trop sur une dérive temporelle peu justifiable. La médiocrité de l'équation s'explique par deux raisons : la tendance à moyen terme du taux d'épargne s'explique par les évolutions de l'inflation et de la croissance du pouvoir d'achat, or nous avons vu que, pour ces deux grandeurs, les variables objectives rendaient mieux compte de l'évolution que les variables subjectives. A très court terme, en raison de l'inertie de la consommation, le taux d'épargne (ou le taux de consommation) dépend fortement des fluctuations conjoncturelles du revenu : or celles-ci sont mal perçues par les ménages et ce phénomène n'est pas reflété dans leurs réponses.

La meilleure équation que nous avons obtenue en utilisant à la fois des données comptables et des données d'enquête est :

$$\frac{C}{R} = 0,591 + 0,373 \frac{C_{-1}}{R} - 3,570 \text{ TRA} - 1,456 \text{ TPA}$$

(5,8)
(3,4)
(4,9)
(6,3)

$$- 0,000064 \text{ DFEMP} + 0,00048 \text{ SITF}_{-1} + 0,000079 \text{ PRXF}_{-1}$$

(1,9)
(3,1)
(1,6)

$$\text{avec DFEMP} = \text{EMPF} - 0,5 (\text{EMPF}_{-1} + \text{EMPF}_{-2})$$

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,962 \quad \text{Ecart-type sur C} = 0,49 \% \quad \text{DW} = 2,37$$

L'équation est très légèrement meilleure que l'équation sans enquête : les anticipations de chômage, de situation financière, de prix, sortent significativement. Une hausse de 10 points des anticipations sur la situation financière future fait baisser de 0,5 point le taux d'épargne ; une hausse identique des anticipations de hausse des prix de 0,08 point ; une hausse identique des anticipations de chômage le fait monter de 0,06 point.

Compte tenu de la disponibilité des séries, si on se limite à la période commençant en 1973, on peut introduire la variable RAISE. Sur cette période l'équation sans variables d'enquête de conjoncture a un écart-type de 0,47 %. Avec variables d'enquête on obtient :

$$\frac{C}{R} = 0,620 + 0,355 \frac{C_1}{R} - 3,942 \text{ TRA} - 1,881 \text{ TPA} - 0,00027 \text{ RAISE}_{-1}$$

(5,4)
(2,9)
(4,7)
(4,8)
(2,4)

$$- 0,000082 \text{ DFEMP} + 0,00063 \text{ SITF}_{-1} + 0,000079 \text{ PRXF}_{-1}$$

(2,4)
(3,7)
(1,7)

$$R^2 \text{ ajusté} = 0,962 \quad \text{Ecart-type sur C} = 0,46 \% \quad \text{DW} = 2,19$$

Une hausse de 10 points de RAISE se traduit par une hausse de 0,3 point du taux d'épargne.

Deux conclusions peuvent, nous semble-t-il, être tirées de cette étude. Il est dangereux et peu précis d'essayer de prévoir ou d'expliquer l'évolution du taux d'épargne ou de la consommation en utilisant uniquement une ou même plusieurs variables de l'enquête ; on a vu que souvent les variables d'enquêtes avaient des évolutions aberrantes par rapport à celle du taux d'épargne. Par contre, ajouter les variables d'anticipations des ménages à une équation basée classiquement sur les données des comptes nationaux permet d'améliorer légèrement la précision à court terme de celle-ci. Cela permet de confirmer et de mesurer le rôle que jouent les anticipations des ménages quant à l'évolution de leur revenu, des prix et du chômage sur leur comportement de consommation.

ANNEXE

L'enquête de conjoncture auprès des ménages

Cette enquête est effectuée par l'INSEE auprès d'un échantillon de plus de 8 000 ménages trois fois l'an, soit en janvier, mai et novembre. Ses résultats paraissent dans la série A des Informations rapides de l'INSEE. L'enquête est présentée en détail dans l'article malheureusement un peu ancien de L'HARDY (1976). L'article de PRAET (1984) est le seul, à notre connaissance, qui analyse économétriquement l'utilisation de cette enquête pour prévoir la consommation des ménages. Pour chaque question, on dispose du pourcentage des ménages qui répondent OUI, NON, et NE SAIT PAS (ou parfois, suivant le libellé de la question, PLUS, MOINS, IDENTIQUE, NE SAIT PAS). Suivant la méthode justifiée par FANSTEN (1976), on résume ces trois chiffres par un seul : la différence entre le pourcentage de OUI et le pourcentage de NON (ou la différence entre les PLUS et les MOINS). Nous avons attribué au premier trimestre l'enquête de janvier, au deuxième celle de mai, au quatrième celle de novembre ; pour le troisième nous avons pris la moyenne de l'enquête de mai et de novembre. Les séries ont été corrigées des variations saisonnières. Les questions concernant l'évolution des prix et des revenus sont posées, trois fois l'an, depuis 1965 (nous n'avons pas utilisé les données des enquêtes précédentes qui n'étaient faites que deux fois l'an) ; celles concernant l'emploi depuis 1969 ; celles concernant l'opportunité d'acheter ou les intentions d'épargne depuis la fin de 1972.

Références bibliographiques

- FANSTEN Michel (1976) : « Introduction à une théorie mathématique de l'opinion », *Annales de L'INSEE*, n° 21, janvier-mars.
- L'HARDY Philippe (1976) : « Comment les Français jugent-ils leurs conditions de vie ? Les enseignements des enquêtes de l'INSEE », *Economie et statistique*, n° 74, janvier.
- PRAET Peter (1984) : « The integration of EEC qualitative consumer survey results in econometric modelling : an application to the consumption function », *CEE Economic papers*, n° 30, february.

Les questions de l'enquête utilisées dans l'article de François Charpin et dans celui d'Henri Sterdyniak

La situation financière personnelle, réponses disponibles depuis 1965-1 :

SITA est le solde (3 - 1) des réponses à la question :

Quelle est votre situation financière actuelle ?

1. Vous vous endettez, ou vous tirez sur vos réserves.
2. Vous bouclez juste votre budget.
3. Vous arrivez à mettre un peu (ou pas mal) d'argent de côté.

SITR est le solde (1 – 3) des réponses à la question :

Depuis six mois votre situation financière...

1. S'est améliorée.
2. Est restée stationnaire.
3. Est devenue moins bonne (ou plus mauvaise).

SITF est le solde (1 – 3) des réponses à la question :

Croyez-vous que, dans les mois qui viennent, votre situation financière va... ?

1. S'améliorer.
2. Rester ce qu'elle est.
3. Devenir moins bonne (ou plus mauvaise).

Le niveau de vie des Français, réponses disponibles depuis 1965-1 :

NIVR est le solde de la proportion (1 – 3) des ménages qui déclarent que :

Depuis un an le niveau de vie des Français...

1. S'est amélioré.
2. Est resté stationnaire.
3. S'est dégradé.

NIVF est le solde de la proportion (1 – 3) des ménages qui déclarent que :

Au cours des prochains mois, le niveau de vie des Français va...

1. S'améliorer.
2. Rester ce qu'il est.
3. Se dégrader.

Les opinions sur les prix, disponibles depuis 1965-1 :

PRIXR est le solde de la proportion (1 – 3) des ménages qui déclarent que :

Depuis six mois, les prix...

1. Ont beaucoup augmenté.
2. Ont moyennement augmenté.
3. Ont un peu augmenté, ou sont restés stationnaires.

PRIXF est le solde de la proportion (1 – 3) des ménages qui déclarent que :

Au cours des prochains mois, et par rapport à ce qui se passe actuellement, il y aura une hausse des prix...

1. Plus rapide.
2. Aussi rapide.
3. Moins rapide.
4. Ne sait pas.

Le libellé de cette question était différent avant le quatrième trimestre 1971. On demandait si les prix allaient augmenter beaucoup, moyennement ou peu. Il ne semble pas que le changement de la question ait affecté sensiblement le solde des réponses.

Les opinions sur l'emploi et le chômage, disponibles depuis 1969-1 :

EMPR est le solde de la proportion (3 + 4 - 1) des ménages qui déclarent que :

A votre avis, d'après ce que vous pouvez voir autour de vous, la situation de l'emploi des travailleurs au cours de ces derniers mois...

1. S'est améliorée.
2. Ne s'est pas modifiée.
3. S'est légèrement détériorée.
4. S'est nettement détériorée.
5. Sans réponse

EMPF est le solde de la proportion (3 - 1) des ménages qui déclarent que :

Pensez-vous que, dans les mois qui viennent, le nombre des chômeurs...

1. Augmentera.
2. Restera stationnaire.
3. Diminuera.
4. Sans réponse.

La consommation et l'épargne, réponses disponibles depuis 1972-4 :

ACIMP est le solde (1 - 3) des réponses à la question :

Pensez-vous que les gens aient intérêt à faire actuellement des achats importants ?

1. Le moment est favorable.
2. Le moment n'est ni favorable, ni défavorable.
3. Le moment est défavorable.

ACBEQ est le solde (1 - 3) des réponses à la question :

Au cours des douze prochains mois, avez-vous l'intention de dépenser, par rapport aux douze mois passés, pour l'achat de biens d'équipement ?

1. Plus.
2. Autant.
3. Moins.

RAISE est le solde (1 + 2 - 3 - 4) des réponses à la question :

En considérant la situation économique générale et compte tenu de l'évolution des salaires et des prix, pensez-vous qu'il soit raisonnable d'épargner ?

1. Oui, certainement.
2. Oui, peut-être.
3. Sans doute que non.
4. Certainement pas.
5. Ne sait pas.

CAPEP est le solde (1 + 2 - 3 - 4) des réponses à la question :

Pensez-vous réussir à mettre de l'argent de côté dans les mois qui viennent ?

1. Oui, certainement.
2. Oui, peut-être.

3. Sans doute que non.
4. Certainement pas.
5. Ne sait pas.

La préférence pour la consommation, réponse disponible depuis 1965-1 :

PRECO correspond au regroupement (1 + 2) des réponses à la question :
Dans le cas d'une amélioration notable de vos ressources, que préféreriez-vous ?

1. En profiter surtout pour vivre mieux tous les jours.
2. Faire de grosses dépenses d'équipement du ménage.
3. Garder votre argent disponible en billets ou CC.
4. Faire un placement en obligations, actions.
5. Acheter ou faire construire un logement.
6. Faire un placement en terrains, immeubles.
7. Investir dans votre exploitation ou entreprise.
8. Faire autre chose, et « ne sait pas ».